



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 124

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Lefaux

Société Innovent

Arrêté du - 7 MAI 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 24 août 2022 autorisant la société Innovent, dont le siège social est situé 5, rue Horus – Synergie Park 1 – Parc de la Haute Borne à Villeneuve d'Ascq (59650), à exploiter le parc éolien implanté dans la commune de Lefaux (62630) ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu le courrier du préfet du Pas-de-Calais du 25 octobre 2012 accordant à la société Innovent le bénéfice de l'antériorité pour son parc éolien de Lefaux implanté dans la commune de Lefaux (62630) à la suite de la modification de la nomenclature des installations classées intervenue par le décret n°2011-984 du 23 août 2011 ;

Vu le rapport du 12 mars 2026 de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure le 21 avril 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- un parc éolien soumis à autorisation au titre de la rubrique n°2980 se doit de constituer des garanties financières conformément aux articles R.515-101 à R.515-104 du Code de l'environnement susvisé ;
- le non-renouvellement des garanties financières dont l'échéance était définie au 24 août 2025 ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R.515-101 à R.515-104 du Code de l'environnement susvisé ;
- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Innovent de respecter les dispositions des articles R.515-101 à R.515-104 du Code de l'environnement susvisé.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : Objet

La société Innovent, dont le siège social est situé 5, rue Horus – Synergie Park 1 – Parc de la Haute Borne à Villeneuve d'Ascq (59650) et qui exploite son parc éolien de Lefaux implanté dans la commune de Lefaux (62630), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les articles R.515-101 à R.515-104 du Code de l'environnement susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en transmettant une attestation de renouvellement de ses garanties financières.

La présente mise en demeure sera considérée levée dès que l'exploitant aura transmis une attestation de renouvellement des garanties financières dont le montant est calculé conformément aux articles 30, 31 et 32 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée par l'exploitant auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R.311-5 du Code de justice administrative dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

La cour administrative d'appel de Douai peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Montreuil-sur-Mer et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Innovent et dont une copie sera transmise à la maire de Lefaux.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- au directeur de la société Innovent ;
- à la sous-préfète de Montreuil-sur-Mer ;
- à la maire de Lefaux ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD du Littoral.